

Italie. Une transition très compliquée (I)



Le gouvernement Conte I: Matteo Salvini, Giuseppe Conte et Luigi Di Maio

Par Pietro Basso

Pour nombre de commentateurs politiques les résultats des élections régionales et du référendum constitutionnel, ayant tous deux eu lieu les 20-21 septembre 2020, ont consolidé le gouvernement Giuseppe Conte 2 (nommé également Conte bis) et l'actuel cadre politique. Je considère toutefois que la situation politique italienne reste des plus instables, Une instabilité qui tient autant au contexte politique national qu'international, à la situation économique que socio-politique. Ce que démontre le film des événements de ces deux dernières années.

Les élections de mars 2018 et le gouvernement Lega-M5S

Les élections politiques du 4 mars 2018 ont été remportées haut la main par le Mouvement cinq étoiles (Movimento cinque stelle, M5S), avec 33% des voix, et par la Lega, avec 17%, après 24 ans d'hégémonie du parti de Silvio Berlusconi (Forza Italia, 1994-2009, devenu Popolo della Libertà, 2009-2013, nommé à nouveau Forza Italia, depuis 2013). Une victoire induite par un mécontentement social diffus, un rejet des «élites» au pouvoir en Italie comme en Europe et l'attente de concessions, de la part de franges importantes des salarié·e·s, après dix ans de politiques d'*austérité*.

Trois promesses ont principalement porté le M5S et la Lega à la victoire: le revenu de citoyenneté, l'abrogation de la Loi sur les retraites (Loi Fornero) et la *flat tax* à 15%. Des mesures représentant, d'un côté, un certain soulagement pour les salarié·e·s les plus pauvres et pour les retraité·e·s, d'un autre côté, de réelles concessions pour un conglomerat de couches moyennes productives, commerçants, petits patrons, indépendants, artisans qui représentent en Italie jusqu'à 25% de la population active, un pourcentage plus important que dans le reste de l'Europe. Le tout mis habilement sur le compte de la dette publique, autrement dit aux frais du salariat.

Les élections du 4 mars 2018 ont également signifié l'effondrement du Parti démocratique (PD) de Matteo Renzi et de son (contre) réformisme agressif qui aurait voulu amender la Constitution dans un sens centralisateur (plus de pouvoirs au gouvernement et au premier ministre), avec le référendum du 4 décembre 2016. Forza Italia, de Silvio Berlusconi, s'est également écroulée; depuis 1994, il avait soit gouverné, soit endigué les gouvernements de centre-gauche tout en étant à l'opposition. La classe capitaliste italienne a dû alors prendre acte de la fin de la deuxième République, fondée sur les deux piliers constitués par Forza Italia et le PD, ce qu'elle fit non sans inquiétudes, dans la mesure où le changement de personnel dirigeant n'était pas des plus satisfaisant.

C'est ainsi que la période allant des élections du 4 mars au 31 mai 2018 a connu, pendant 88 jours, la crise politico-institutionnelle la plus longue et compliquée des 70 dernières années, avec à certains moments la coexistence de trois présidents du Conseil (premiers ministres) : Paolo Gentiloni, du PD, démissionnaire, Carlo Cottarelli, indépendant et ex-cadre du Fonds monétaire international (FMI), mandaté pour former un nouveau gouvernement, et Giuseppe Conte, désigné par le M5S pour prospecter les possibilités de former un gouvernement.

Finalement, et après un affrontement en coulisses entre les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), est né le gouvernement Lega-M5S, une victoire aux points de Washington sur Bruxelles. Steve Bannon, à cette époque l'un des principaux conseillers du président Donald Trump, a littéralement jubilé, non sans raison: «Rome est désormais le centre de la politique mondiale», a-t-il affirmé, avant d'ajouter «Vous avez frappé au cœur la bête de l'Europe», ce qui pourrait désigner l'Allemagne, et «les diktats de Bruxelles et le fascisme du *spread* », ce qui pourrait désigner la Commission Juncker.

Ce à quoi le président de la République, Sergio Mattarella, le politicien le plus habile de la bourgeoisie italienne, a été contraint de répondre par une déclaration publique, qui a résonné comme une confession sur la nature de l'Etat: « J'ai la garde des investisseurs italiens et étrangers, des opérateurs économiques et financiers qui détiennent la dette publique et les actions des entreprises.» Il a prononcé ces mots afin de justifier son opposition à la nomination de Paolo Savona au poste de ministre de l'Economie, ce dernier ayant exprimé, à plusieurs reprises, son intention d'abandonner l'euro, une position évidemment inacceptable pour l'UE. Ainsi Savona a été nommé ministre de l'Economie, un mois plus tard, le 1er juin, après avoir été mis en garde par Mattarella, qui devient ainsi le troisième et principal actionnaire du gouvernement Lega-M5S, dans la droite ligne des créanciers de l'Etat italien, les Italiens comme les Européens, qui règnent en maîtres sur les politiques gouvernementales et qui, pour l'heure, sont opposés dans leur majorité à la sortie de l'euro.

Finalement, les élections du 4 mars 2018 ont été marquées par une campagne violente de la Lega contre les immigrés, accusés d'être la cause première de l'aggravation des conditions de travail et de vie des salariés. Un même sentiment profondément raciste est présent, dès l'origine, parmi les fondateurs du M5S, en particulier chez son fondateur Giuseppe Grillo. Mais nous pouvons situer à l'été 2017 un véritable saut qualitatif dans le processus de criminalisation des populations immigrées, avec les décrets du ministre de l'intérieur Marco Minniti.

La Lega de Matteo Salvini a par la suite radicalisé cette attaque, avec de nouveaux décrets, se servant des immigrés comme cible privilégiée et dérivatif du mal-être social qui frappe notamment les territoires urbains les plus délabrés et les couches de la population les plus livrées à l'insécurité physique et sociale. Le tout s'est déroulé sous le regard passif de la

gauche institutionnelle, qui n'a pipé mot sur les coups portés non seulement contre les immigrés, mais aussi contre le droit de grève et les occupations, à travers des normes draconiennes contre les piquets de grève et les occupations d'édifices.

Le gouvernement Lega-M5S est né le 1er juin 2018. À l'hypothèque du Président de la République Mattarella, mentionnée plus haut, s'est ajoutée la mise en garde de Christine Lagarde, à l'époque à la tête du FMI: «J'attends de l'Italie une preuve de réalisme». La preuve, le nouveau gouvernement «souverainiste» l'a donnée sans tarder, en abandonnant aussitôt la revendication de l'effacement de 250 milliards de dette publique détenue par la Banque centrale européenne (BCE, soit le 11% des 2300 milliards de dette publique totale).

Il a dû toutefois tenir certaines promesses électorales. D'une part, en promulguant le revenu de citoyenneté, mais uniquement pour les revenus inférieurs à 780 euros mensuels, avec en outre une série d'embûches administratives et de possibles lourdes pénalités; fin mai 2020, ce revenu concernait 1'171'000 ménages, dont 2/3 dans le Sud du pays. D'autre part, en édictant des mesures de réforme de la législation sur les retraites, rendant possible, entre mi-2018 et mi-2020, le départ à la retraite anticipée de 318'000 salariés qui totalisaient au moins 38 années de cotisations pour la retraite et un âge minimum de 62 ans (loi couramment nommée «Quota 100 », car $38+62=100$). La moitié d'entre les bénéficiaires provenait du secteur privé, parmi eux un grand nombre de travailleurs au chômage technique ou partiel; l'autre moitié du secteur public, notamment des enseignants, ou des indépendants.

Quant à la *flat tax* (ou impôt forfaitaire, un impôt non progressif de x%, touchant une catégorie entière de la population) de 15% promise par la Lega, elle a été mise au rancart pour l'essentiel, ne laissant la place qu'à un impôt de 15% pour les entreprises au chiffre d'affaires situé entre 5'000 et 65'000 euros.

Pourquoi alors un tel gouvernement, porté par un réel consensus populaire n'a duré que 15 mois? Ce n'est pas la rue qui l'a fait tomber, même si plusieurs manifestations ont eu lieu contre les décrets Salvini. C'était des manifestations animées par les SI Cobas (Syndicats indépendants Comités de base), ainsi que par d'autres regroupements syndicaux indépendants des grandes centrales nationales, par des No Borders et diverses autres associations militantes, mais aussi par des démonstrations du mouvement des femmes contre la remise en question des droits acquis. Toutefois, mis à part le secteur des entrepôts de stockage et de la logistique, la conflictualité ouvrière est restée très faible, limitée à quelques protestations contre des fermetures d'établissement, sans jamais atteindre un niveau de contestation politique du gouvernement Lega-M5S, alors qu'il a été un des gouvernements les plus arrogants des dernières décennies à l'égard des syndicats exclus, de fait, des mécanismes de «concertation», pour lesquels les syndicats se sont battus bec et ongles.

Le premier gouvernement de Giuseppe Conte (1er juin 2018-5 septembre 2019) a sombré sous les coups des tensions entre ses trois composantes: la Lega, le M5S et le parti de facto du Quirinal (la présidence de la République, avec le président Sergio Mattarella). Tensions qui ont acquis un caractère explosif autant à cause des pressions de l'UE, qu'à cause de l'empressement de la Lega de Salvini (l'ex-Lega Nord) qui a tenté de s'imposer comme le parti hégémonique, allant jusqu'à revendiquer les «plein pouvoirs». L'Union européenne a vite compris les risques que représentait, dans l'un des pays fondateurs et aussi stratégiques que l'Italie, un gouvernement porteur d'un conflit permanent avec elle, qui se lierait plus fortement encore à Washington, tout en étant prêt à flirter également avec Moscou et Pékin. Ainsi l'UE a multiplié les initiatives pour le mettre en difficulté et le ramener à la raison par

tous les moyens, avant tout par des manœuvres autour du *spread* et par d'insistantes demandes de respecter les normes du Fiscal Compact (le Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance de l'Union Economique et Monétaire, TSCG ou Pacte budgétaire, un mécanisme complexe de limitation des dépenses publiques par des limitations sur l'emprunt). Or il est clair que ces manœuvres ont été développées autant de l'extérieur, par la Banque centrale européenne (BCE) et son Président Mario Draghi, que de l'intérieur, par le Quirinal, c'est-à-dire le président de la République.

En ce qui concerne les conflits entre la Lega et le M5S, on peut dire qu'ils n'ont pas de réel fondement idéologique, dans la mesure où les deux formations politiques sont coutumières d'une vision hyper-individualiste qui voit dans le petit et moyen entrepreneur non seulement le champion de l'économie nationale, mais aussi de «l'italianité». Leurs bases sociales diffèrent toutefois sensiblement. Malgré sa transformation récente en parti national, la Lega reste avant tout implantée au Nord, tandis que le M5S l'est principalement au Sud. La Lega est plus forte parmi les couches âgées et moins acculturées de la population, le M5S parmi les étudiants et les nombreuses couches qualifiées mais précaires, cela dit sans tenir compte du véritable et récent effondrement électoral du Mouvement. La Lega est davantage présente parmi les patrons et les ouvriers, souvent les plus qualifiés, dans les secteurs plus traditionnels; le M5S dans les nouveaux secteurs liés à l'informatique et aux communications.

Théoriquement, on pourrait imaginer une complémentarité entre les deux ; mais en période de vaches maigres, le fait de devoir répondre aux attentes de secteurs repliés sur un corporatisme aveugle tient de la quadrature du cercle. Se sont ajoutées aussi des divergences autour des *grands travaux*: le train à grande vitesse Turin-Lyon (TAV), les nouveaux forages pétroliers en mer, l'attribution de nouvelles concessions pour la gestion des autoroutes qui serait graduellement retirée à la famille Benetton, etc. Autant de sujets touchant à l'identité d'un M5S en perte de vitesse, à propos desquels ses dirigeants, Giuseppe Grillo et Luigi Di Maio, n'étaient ni disposés à faire, ni en mesure de faire des concessions, notamment sur les thèmes environnementaux, et sur lesquels, à l'opposé, la Lega, en pleine croissance, n'était pas prête à reculer, ne voulant pas compromettre ses solides liens avec les entreprises impliquées dans ces *grands travaux*.

Enfin, la posture provocatrice du dirigeant de la Lega, Matteo Salvini, envers la politique migratoire de l'UE a attisé les braises jour après jour, non point à l'égard du M5S, fondamentalement d'accord, mais à l'égard du système bancaire et des entreprises transnationales, opposés à toute confrontation avec l'UE, la BCE et son directeur Draghi, le «grand Italien». La posture provocatrice de la Lega Salvini envers l'UE ne s'exprime pas à proprement parler sur la guerre aux migrants et aux requérants d'asile, à la limite l'accord est ici entier, mais bien plutôt sur les modalités de cette guerre et sur la répartition de ses coûts et de ses bénéfices au sein de l'UE.

Le gouvernement PD-M5S ou le Conte 2

En août 2019, la tentative imprévue de Salvini d'imposer la chute du gouvernement et la dissolution des Chambres à son allié Cinq étoiles, s'est transformée en boomerang. Le gouvernement est effectivement tombé, mais il a donné naissance à une nouvelle alliance PD-M5S, imprévue elle aussi, qui constitue encore le gouvernement en charge. Ce gouvernement, Conte 2, est notamment caractérisé par un rôle de plus en plus important assumé par le président du Conseil des ministres (premier ministre). Néophyte il y a peu encore, il s'est fait la main en très peu de temps, avec une habileté surprenante, ne démentant pas la sentence *la*

fonction crée l'organe. Ou, si l'on préfère, il ne faut pas oublier que l'Italie est le pays de Machiavel et des mille transformismes et que la bourgeoisie italienne a accumulé une expérience gouvernementale très sophistiquée des transformations sociales.



Le gouvernement Conte II

La naissance du gouvernement Conte 2, le 5 septembre 2019, signifie la victoire aux points de l'UE sur les Etats-Unis. Une revanche élaborée, à la fois par les pouvoirs européens et l'aile, majoritaire, la plus européeniste du patronat et de l'establishment italiens. Elle a été favorisée par les prémices d'une nouvelle récession économique, ce qui a induit l'Italie à se rapprocher de ses principaux débouchés, autrement dit l'UE qui constitue le 57% des échanges commerciaux italiens.

Parallèlement, l'offensive protectionniste de l'administration Trump, particulièrement à l'encontre de la Chine, la Russie et l'Iran, a eu de lourdes retombées sur l'économie italienne, sans pratiquement aucune compensation en retour. Enfin, circonstances aggravantes, la combinaison entre le dilettantisme des cadres de la Lega en matière de politique étrangère et l'affairisme trouble de ce parti, ayant encaissé d'importants pots-de-vin de la Russie de Poutine, l'ont exposé aux soupçons de Washington et de Bruxelles, rendant plus aisé encore son limogeage du gouvernement. Eviction qui a reçu la bénédiction du président Mattarella, un ultra-atlantiste certes mais davantage encore un euro-atlantiste, convaincu que les intérêts du capitalisme national peuvent être préservés au mieux en entente avec les Etats-Unis, mais à partir de l'association avec l'Europe et non d'une position isolée.

Le PD, pivot du gouvernement Conte 2, est quant à lui l'expression la plus parfaite de cette position, adoptée y compris par le nouveau ministre des affaires étrangères, le dirigeant M5S Di Maio, au passé marqué comme partisan (2019) de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, puis partisan d'un atlantisme inconditionnel, anti-chinois et pro-israélien, revenu ensuite au bercail.

Sans traiter ici de l'indisponibilité totale des centaines de parlementaires du M5S à mettre fin à leur séjour doré dans la confortable boîte de conserve de Montecitorio, le siège de la Chambre des députés [2], et donc leur refus d'élections anticipées trop risquées, il y a deux principales raisons internes à la chute du gouvernement Lega-M5S, après à peine 15 mois et un démarrage sur les chapeaux de roues. D'une part, la très grande modestie des résultats

obtenus en faveur du capitalisme national. Autrement dit si un gouvernement « souverainiste » ne parvient à presque rien en la matière, à quoi sert-il ? D'autre part, l'insoutenable démagogie de ses déclamations face aux risques d'une stagnation ou d'une récession économique. En plus d'une année, le gouvernement n'a su trouver aucun nouveau débouché important pour les marchandises italiennes dans le monde tandis qu'elles perdaient certains débouchés européens.

La Lega a mené, d'un côté, la guerre aux immigrés et requérants d'asile, les attaques au droit de grève et de manifestation, à travers les décrets sur la sécurité, suscitant l'approbation du patronat. Cependant, d'un autre côté, si « les Italiens d'abord » pouvait fort bien convenir au patronat, en alimentant les antagonismes et la méfiance parmi les salariés italiens et immigrés, les choses devenaient plus problématiques. En effet, dès l'été 2019, Matteo Salvini a commencé à promettre monts et merveilles à *certaines* Italiens, prolétaires, salariés et petits entrepreneurs, enivré qu'il était par le succès obtenu aux élections européennes de mai de la même année – la Lega ayant obtenu 34% des voix (elle en avait obtenu 17% aux élections politiques de 2018) – et son dirigeant commençant à croire que ses bains de foule signifiaient sa prochaine investiture comme premier ministre.

Pour ceux qui détiennent le pouvoir, la plus insensée de toutes les promesses était celle, agitée par les aventuriers-conseillers du chef de la Lega, consistant à réaliser une sorte d'Eden libre d'impôts pour les petits et très petits entrepreneurs, sur le même modèle que l'exemption fiscale dont se sont assurées les multinationales du Web. Une promesse impensable. D'une part, cela creuserait un véritable abîme dans les comptes publics d'un Etat endetté jusqu'au cou et affaibli par une colossale évasion fiscale. D'autre part, cela alimenterait des attentes similaires parmi les salarié·e·s, du moment qu'ils seraient les seuls mis à contribution pour remplir les caisses de l'Etat, et ce d'autant plus qu'aujourd'hui déjà ils paient pratiquement le 90% de l'Irpef (l'impôt sur le revenu des personnes physiques), dans la mesure où la législation fiscale permet aux grandes entreprises d'éluder une grande partie de l'impôt.

Vraisemblablement le Quirinal (la présidence), la principale association patronale (Confindustria), les grandes entreprises du pays (Generali, Banca Intesa, Fiat Chrysler Automobiles, Eni, Enel, Bankitalia, Mediobanca, Luxottica, Unicredit, Finmeccanica, etc.) n'ont pas délibérément décidé de faire tomber le gouvernement Lega-M5S. Par contre ces grands pouvoirs ont laissé tomber le gouvernement, se méfiant des deux partenaires gouvernementaux pour des raisons différentes. C'est alors qu'ils ont décidé de remettre en avant de la scène le PD, pourtant affaibli, afin de *normaliser* le M5S en le remettant en selle au gouvernement avec le PD, mais aussi de *normaliser* la Lega, par une abstinence salutaire en termes d'exécutif. Etant entendu que ces grands pouvoirs n'avaient pas – et n'ont toujours pas – la force de *normaliser* un gouvernement aussi *anormal* que celui Lega-M5S. Mieux valait alors avancer graduellement, et pour cela se tourner vers le PD, à la fois déjà utilisé et sûr, d'autant plus qu'étant affaibli par ses divisions, il est encore plus facile à mettre sous pression.

Au cours des deux crises gouvernementales mentionnées (mars 2018 et août 2019), on a pu constater, une fois de plus, la relative faiblesse du capitalisme impérialiste *made in Italy*, dans le contexte de la compétition globale qui oppose les méga-capitaux et les grands Etats et, notamment, les tensions entre les Etats-Unis et l'Allemagne-UE. Dans ces 20 dernières années l'Italie a connu elle aussi un important processus de concentration et centralisation du capital:

- les moyennes et grandes entreprises ont gagné en poids (elles représentent actuellement le 40% de la valeur ajoutée intérieure totale);
- l'intégration entre les capitaux industriels et financiers a augmenté;
- la masse des investissements directs à l'étranger a augmenté fortement, à un taux annuel de 12%, plus que l'Allemagne et la France, compte tenu du fait toutefois qu'ils étaient moindres a priori ;
- il y a aujourd'hui plus de 23'500 entreprises italiennes transnationales.

Mais, en même temps, la part de l'export italien, en pourcentage mondial, est passée de 4.2% au début des années 1980 à 2.8% aujourd'hui. Et aucun gouvernement n'est encore parvenu à discipliner socialement et politiquement le vaste conglomerat des couches sociales intermédiaires du pays.

Par le passé, j'ai exagérément anticipé la naissance de la troisième République. En réalité, la classe dominante italienne vit actuellement son veuvage d'avec la deuxième République, tout en n'ayant pas encore trouvé un nouveau partenaire hégémonique et une nouvelle structure institutionnelle pour conclure un nouveau mariage d'intérêts. Elle se trouve au milieu du gué et, dans cette complexe transition, les mouvements erratiques, chaotiques, imprévus des gens et des classes moyennes ne l'aident guère. Ce qui ajoute à la désorientation et à la réorientation dans diverses directions d'une masse de salariés et de prolétaires enlisés dans l'inaction et, souvent, immergés dans la méfiance.

Bien que le gouvernement Conte 2 ne soit pas réellement stable, il faut cependant constater que jusqu'ici il joue son rôle efficacement, ayant en particulier réussi à éviter que prennent forme des contestations sociales depuis un an. L'éviction de la Lega du gouvernement a suscité des attentes du côté des immigrés, des travailleurs et des jeunes qui ne se reconnaissaient pas dans l'exécutif Lega-M5S. Il en allait de même du côté aussi des femmes, alarmées par l'apparition en Italie des bandes liées à l'internationale sombre des évangélistes chers à Trump et au néo-Croisé Matteo Salvini.

Le Conte 2 a laissé en place le revenu de citoyenneté, la loi (Quota 100) de correction de la réforme des retraites, la *flat tax* à 15% pour les petites entreprises et indépendants, en ajoutant en janvier 2020 une légère modification des charges sociale en faveur de certaines catégories de salariés, leur permettant de toucher en moyenne 40 euros mensuels de plus, un grand succès proclamé par les trois centrales syndicales, CGIL, CISL, UIL, alors que cela n'a représenté qu'une dépense de 3 milliards d'euros. Le Conte 2 a également octroyé davantage de crédits pour les crèches et les enfants, il a légèrement atténué les décrets Salvini, il a régularisé une petite partie des sans-papiers (environ 200'000 sur plus de 600'000). Et enfin, dans un élan transformiste, le président du Conseil des ministres Giuseppe Conte a remis en selle sa bonne âme de gauche en recevant au Palais Chigi, siège du gouvernement, les secrétaires des trois grandes centrales syndicales, qui se sont empressés de faire allégeance à l'entreprise-Italie, réception présentée comme une reconquête centrale de la concertation, donnant ainsi naissance à une nouvelle idylle gouvernement-syndicats. (Article reçu le 7 octobre 2020; traduction par Dario Lopreno)

Pietro Basso, sociologue, membre de la rédaction de *Cuneo rosso*

[1] Antonello Guerrera, Steve Bannon: Consiglio Lega e anche i 5 Stelle, adesso Roma è il centro del mondo, quotidien *La Repubblica*, Rome, 02/06/2020. [ndt]

[2] « Nous ouvrirons le Parlement comme on ouvre une conserve de thon. Nous y mettrons à la lumière les intrigues et les manigances », avait promis Giuseppe Grillo, le co-fondateur du M5S; mais dans l'intervalle, les députés Cinq étoiles ont trouvé que le thon du Parlement avait un goût délicieux